

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

ONZIEME SESSION

Documents officiels



DEUXIEME COMMISSION, 445<sup>e</sup>

SEANCE

Vendredi 15 février 1957,  
à 15 h. 20

New-York

**SOMMAIRE**

Pages

Point 12 de l'ordre du jour :

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V)  
[suite] ..... 319

Point 26 de l'ordre du jour :

Programmes d'assistance technique (suite) :

a) Rapport du Conseil économique et social (suite)  
Composition du Comité de l'assistance technique  
(suite) ..... 321

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

**POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V) [A/3154, A/3192, A/C.2/L.322/Rev.1, A/C.2/L.323/Rev.1] (suite)**

1. M. SARWAR (Afganistan), présentant la version révisée du projet de résolution concernant les pays sans littoral et l'expansion du commerce international (A/C.2/L.322/Rev.1), fait observer que les débats qui ont eu lieu sur cette question à la Sixième Commission, à l'occasion de l'étude du régime de la haute mer, sont sans rapport avec le but du projet de résolution dont est saisie la Commission. La conférence de plénipotentiaires prévue dans le texte adopté par la Sixième Commission (A/C.6/L.398) traitera du droit de la mer et du régime des eaux territoriales, y compris les problèmes pertinents relatifs aux pays sans littoral, tandis que le projet de résolution à l'étude a trait au développement des facilités de transit terrestre, qui doivent favoriser le commerce international. Ce texte a été révisé, de manière à tenir compte des objections soulevées par certains représentants.

2. M. Gopala MENON (Inde) dit que son pays reconnaît entièrement que les pays comme le Népal doivent jouir de facilités de transit et avoir accès à la mer pour pouvoir se livrer au commerce international; il appuie par conséquent le projet de résolution.

3. M. SHAHA (Népal) fait remarquer que la pratique internationale reconnaît la nécessité de permettre l'accès à la mer aux pays qui n'ont pas de littoral, et qu'un certain nombre de traités bilatéraux et multilatéraux ont formellement reconnu cette nécessité. A ce propos, il attire l'attention des membres de la Commission sur la résolution relative au régime de la haute mer qui a été adoptée par la Sixième Commission.

4. Le Népal est un pays dépourvu de littoral qui n'a aucun débouché sur la mer, à moins de traverser l'Inde et l'Himalaya. Sa position géographique l'a empêché de suivre l'évolution du monde moderne et a entravé son commerce international, bien que l'Inde lui ait accordé toutes les facilités qu'appelaient sa situation de pays sans littoral. Ce problème sera étudié par la conférence internationale de plénipotentiaires qui doit se tenir à Rome en 1958, mais, en attendant, l'adoption du projet de

résolution constituera une source d'inspiration et de force pour le Népal et d'autres pays qui sont dans une situation analogue.

5. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que les Etats intéressés devraient conclure des accords relatifs aux facilités de transit.

6. Le projet de résolution serait plus acceptable s'il s'adressait à tous les pays et non pas uniquement aux Etats Membres. Néanmoins, le représentant de l'Union soviétique votera pour ce projet.

7. M. MARIN PAREJA (Bolivie) déclare que le commerce international de la Bolivie souffre incontestablement de n'avoir aucun accès direct à la mer. Presque tout le commerce international de la Bolivie passe par les ports du Pacifique. Le Chili et le Pérou font tout leur possible pour faciliter le transit des marchandises exportées et importées par la Bolivie et celle-ci n'éprouve pas de difficultés dans ce domaine. En 1956, la Bolivie a conclu avec le Chili un accord relatif à l'utilisation du port d'Arica; un accord analogue avec le Pérou est à l'étude. Le projet de résolution est rédigé en termes généraux; les Etats Membres ne contracteraient en aucune façon l'obligation de reconnaître un droit de libre transit vers les voies de commerce internationales. Il n'est pas question de demander à la Deuxième Commission d'examiner l'aspect juridique du problème, mais il serait bon néanmoins qu'elle reconnaisse la situation économique difficile où se trouvent les pays qui n'ont pas de littoral. Des mesures favorables de la part des Etats maritimes exerceraient une influence directe sur les importations et exportations de leurs voisins dépourvus de littoral.

8. Le représentant de la Bolivie a proposé à la 444<sup>ème</sup> séance de remplacer, dans le texte espagnol, le mot *Insta* par le mot *Invita* au début du dispositif, ce qui a permis au Paraguay de se joindre aux auteurs du projet. En ce qui concerne les mots "compte tenu des besoins futurs qui résulteront du développement économique des pays sans littoral" ajoutés au dispositif, M. Marin Pareja souligne qu'il ne faut pas se contenter d'étudier le droit de transit en fonction de l'état actuel du droit international et de la pratique, car les effets dynamiques de l'expansion de la production, de même que des progrès tels que l'exportation de pétrole et d'énergie électrique, mettront en jeu de nouveaux facteurs économiques et juridiques.

9. Le projet de résolution a un caractère spécifiquement économique, et ne doit donc pas donner lieu à des spéculations politiques. De même, ce projet n'est pas censé préjuger des travaux de la conférence internationale de plénipotentiaires, dont il n'est d'ailleurs pas fait mention dans la résolution; il s'agit d'un texte général, visant un principe économique.

10. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé (A/C.2/L.322/Rev.1).

Par 65 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution révisé est adopté.

11. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) déclare que sa délégation approuve entièrement le but de la résolution et regrette de n'avoir pas pu émettre un vote favorable, encore que les auteurs du projet se soient efforcés de répondre à certaines des objections qu'elle avait soulevées. La délégation britannique n'était pas convaincue de l'opportunité pour la Commission de prendre, au cours de la présente session, une décision sur une question qui a déjà été examinée dans un rapport de la Sixième Commission. C'est pourquoi elle s'est abstenue.

12. M. CHA (Chine) souligne que sa délégation n'est pas indifférente aux intérêts et aux aspirations des Etats n'ayant pas de littoral et qu'elle a toujours favorisé tous les arrangements de nature à faciliter le commerce de transit de ces pays. Toutefois, elle ne pense pas que le droit international comporte de principes bien établis à cet égard. C'est pourquoi la délégation chinoise estime que l'emploi du mot "droit" dans la résolution est incorrect et injustifié. De toute manière, la conférence internationale de plénipotentiaires examinera cette question dans un avenir relativement proche quand elle se réunira pour étudier le droit de la mer; la Chine estime donc que la Deuxième Commission, qui n'a pas compétence dans le domaine juridique, ferait mieux d'attendre une décision autorisée de cet organe sur la question de droit avant de se saisir de ce problème. C'est pourquoi la délégation chinoise s'est abstenue.

13. M. LOUGH (Nouvelle-Zélande) précise que sa délégation a voté pour la résolution bien qu'elle n'en fût pas entièrement satisfaite; il semble superflu d'adopter une rédaction différente de celle que d'autres organes des Nations Unies ont adoptée pour des résolutions traitant de sujets analogues. Après la déclaration du représentant de l'Afghanistan, la délégation néo-zélandaise n'a pas insisté pour que l'on modifie l'expression "en droit international et dans la pratique" de manière à la mettre en harmonie avec celle qui figure dans la résolution correspondante de la Sixième Commission, mais elle ne voit pas pourquoi on n'aurait pu reprendre les termes de cette dernière résolution, d'autant qu'on aurait tenu compte ainsi de l'objection mentionnée par le représentant de la Chine. La délégation néo-zélandaise estime également qu'il n'y avait pas de raison valable pour ne pas mentionner dans le texte les pays qui n'ont pas facilement accès à la mer, comme c'est le cas dans la résolution correspondante qui a été adoptée par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/2821, par. 271).

14. M. KAUFMANN (Pays-Bas) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce que les Pays-Bas s'intéressent traditionnellement au commerce de transit et qu'ils sont par conséquent prêts à appuyer toute mesure de nature à le faciliter; M. Kaufmann regrette cependant, comme le représentant de la Nouvelle-Zélande, que la résolution n'ait pas été rédigée dans les mêmes termes que les résolutions analogues adoptées par d'autres organes des Nations Unies. Il pense aussi que le membre de phrase "compte tenu des besoins futurs qui résulteront du développement économique des pays sans littoral" pourrait susciter des difficultés, car il ne sera pas facile, pour un Etat maritime, de prévoir l'évolution économique d'un Etat voisin dépourvu de littoral et d'organiser ses moyens de transit en conséquence.

15. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le texte révisé du projet de résolution des 10 puissances (A/C.2/L.323/Rev.1).

16. M. WOULBROUN (Belgique) s'étonne que le projet de résolution ne mentionne pas la résolution 620 (XXII) du Conseil économique et social, qui traite également de problèmes relatifs au commerce international des produits de base; il demande si les auteurs du projet accepteraient de s'y référer dans un nouveau paragraphe 2 du dispositif. Il serait plus facile à la délégation belge de voter pour le projet de résolution s'il comportait ce nouveau paragraphe.

17. M. RECABARREN (Chili) et M. LARREA (Equateur) acceptent l'amendement au nom des auteurs du projet.

*Par 64 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.*

18. M. PEÑA (Philippines) dit que sa délégation a été heureuse d'appuyer sans réserve le projet de résolution; il tient à féliciter les 10 auteurs du projet et notamment l'Indonésie, pays voisin des Philippines, dont l'économie, comme la leur, est surtout agricole. La délégation des Philippines espère qu'on trouvera une solution aux importants problèmes qui sont communs à l'Indonésie et aux Philippines dans le domaine du commerce international des produits de base. Elle a également noté avec intérêt la remarque du représentant de l'Inde, qui a rappelé que la Commission du commerce international des produits de base n'a que deux ans d'existence et qu'elle n'a pas encore été en mesure de donner tout ce qu'on peut attendre d'elle. Il faut espérer que le représentant de l'Inde à cette commission l'incitera à étudier à fond les problèmes relatifs aux produits de base et insistera pour qu'elle leur apporte une solution. Comme l'a fait observer le représentant de l'Arabie Saoudite, les travaux de la Commission du commerce international des produits de base ont été compromis, et le sont encore, par un manque de coopération. La délégation des Philippines a voté pour le projet de résolution dans l'espoir que la Commission obtiendra un plus large concours pour chercher une solution pratique aux problèmes qui se posent.

19. M. KHOGALI (Soudan) a été heureux de voter pour le projet de résolution des 10 puissances. Il connaît bien les difficultés auxquelles se heurtent les producteurs primaires et il espère que la Commission s'attachera spécialement aux problèmes qu'ont à résoudre les pays dont l'économie est subordonnée à l'exportation d'un seul produit; il espère également qu'elle fera appel à des experts pour étudier les rapports de prix entre les produits de base et les articles manufacturés.

20. M. STIBRAVY (Etats-Unis d'Amérique) rappelle à la Commission la position prise par sa délégation au sujet de la Commission du commerce international des produits de base; c'est en raison de cette position qu'il s'est abstenu lors du vote sur la résolution qui vient d'être adoptée. Cependant, les Etats-Unis ne négligent pas les problèmes que pose le commerce international des produits de base. Ils ont montré à maintes reprises par le passé l'importance qu'ils y attachent et, au cours des dernières années, ils ont fait partie d'un certain nombre d'organes qui s'occupent d'un ou de plusieurs aspects du commerce des produits de base ainsi que des mesures à prendre en vue de réaliser une coopération internationale.

21. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) s'est abstenu bien que le Royaume-Uni s'intéresse très sincèrement à la stabilisation du commerce international des produits de base. Le Royaume-Uni a pris part aux travaux de la Commission du commerce international des produits de base lors de sa création, malgré les doutes qu'il avait quant à l'opportunité de créer un

organisme nouveau. Pendant un an environ, il s'est honnêtement efforcé de lui apporter sa coopération, mais, à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social, il s'est vu contraint, bien qu'il lui en coûtât, de faire savoir qu'il ne pourrait plus participer aux travaux de la Commission, tout en étant disposé à accueillir favorablement toute proposition constructive que la Commission pourrait formuler. La position de la délégation britannique est celle que sir Alec Randall a exposée au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social (951ème séance).

22. M. OMPI (Indonésie) tient à remercier le représentant des Philippines des paroles aimables qu'il a prononcées à l'égard de l'Indonésie. Bien que l'Indonésie ne fasse partie de la Commission que depuis peu, elle se propose de prendre une part active à ses débats.

23. M. CARANICAS (Grèce) explique que sa délégation a été parmi celles qui ont présenté le projet de résolution parce qu'elle s'intéresse beaucoup aux travaux de la Commission du commerce international des produits de base, dont elle fait maintenant partie. Elle est reconnaissante aux délégations qui ont appuyé le projet de résolution, montrant ainsi qu'elles veulent aider la Commission à s'acquitter de son mandat. La Commission se heurte à des difficultés parce que les problèmes dont elle s'occupe sont intrinsèquement complexes, parce que les tentatives faites pour les résoudre sont relativement récentes et, plus particulièrement, parce que les deux principales puissances commerciales ne font pas partie de la Commission et ne sont pas disposées à collaborer avec elle. M. Caranicas espère qu'elles reviendront sur leur décision dans un avenir proche et il se félicite de l'assurance que vient de donner le représentant du Royaume-Uni. En proposant que l'Assemblée générale invite les Etats Membres à saisir la Commission du commerce international des produits de base de problèmes relatifs aux produits de base, la délégation grecque n'a pas négligé l'œuvre accomplie par la Commission des produits que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a créée. Tout au contraire, elle est parfaitement au courant des travaux de cette commission et de ses sous-commissions sur divers produits de base, et elle est persuadée qu'elle aidera la Commission du commerce international des produits de base à s'acquitter des tâches qui lui incombent.

#### POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

##### Programmes d'assistance technique (*suite*):

##### a) Rapport du Conseil économique et social (A/3154) [*suite*]

##### COMPOSITION DU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (A/C.2/L.284/REV.1) [*suite* \*]

24. Répondant à une motion d'ordre présentée par M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. BANNIER (Pays-Bas), rapporteur, déclare que la Commission a décidé, à sa 401ème séance, de différer sa décision sur le contenu du projet de résolution dont elle était saisie (A/C.2/L.284 et Corr.1), jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait terminé l'examen du point 57 de son ordre du jour. A la suite d'une suggestion présentée à la même séance par le représentant du Venezuela, la Commission a décidé qu'elle prendrait une décision à sa onzième session. Tout cela a été clairement indiqué dans le rapport du Rapporteur (A/C.2/L.294) qui a signalé que

l'on préparerait un rapport distinct sur la composition du Comité de l'assistance technique (CAT). L'examen de la question n'est donc pas encore terminé.

25. M. KAUFMANN (Pays-Bas), présentant le projet de résolution révisé des huit puissances (A/C.2/L.284/REV.1), dit que les divers organes des Nations Unies qui participent au Programme élargi d'assistance technique sont depuis longtemps d'avis que la composition du CAT devrait être élargie. Aux termes de la résolution 222 A (IX) du Conseil, le CAT est un comité permanent composé de membres du Conseil. La situation a beaucoup changé depuis 1949. Le nombre des gouvernements contributeurs a augmenté régulièrement et beaucoup d'entre eux ne sont pas représentés au Conseil économique et social. D'autres pays comme la Suisse et la République fédérale d'Allemagne participent activement au Programme en qualité de membres des institutions spécialisées intéressées, mais ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies. Il semble juste qu'on leur permette de participer à l'organisation des activités du CAT.

26. Les auteurs du projet de résolution estiment que l'on devrait décider immédiatement de la composition du CAT sans attendre la décision éventuelle d'augmenter le nombre des membres du Conseil. Ils proposent donc que l'Assemblée générale recommande qu'à titre provisoire le Conseil décide, à sa vingt-troisième session, d'élargir la composition du CAT de façon qu'il comprenne quatre membres complémentaires, qui seraient élus parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. Les quatre membres en question seraient élus pour une période de deux ans mais, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 du dispositif, leur mandat n'expirerait pas simultanément. Enfin, aux termes du paragraphe 3 du dispositif, au cas où le nombre des membres du Conseil serait augmenté, celui-ci aurait la possibilité de revoir la composition du CAT.

27. M. TODOROV (Bulgarie) déclare que l'amendement (A/C.2/L.290), que sa délégation a proposé d'introduire dans le texte original du projet de résolution des huit puissances, peut également s'appliquer au texte révisé du projet.

28. Il serait injuste de décider que les membres complémentaires du CAT doivent être des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. Les Etats non membres comme les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient pouvoir participer aux travaux du CAT.

29. Mlle BOWLBY (Canada) dit que sa délégation ne peut accepter l'amendement bulgare. Il implique en effet une décision d'ordre politique qu'il n'appartient pas à la Deuxième Commission de prendre.

30. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) juge également inacceptable l'amendement bulgare. L'expression "Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées" englobe tous les Etats participant au Programme élargi d'assistance technique, qu'ils soient donateurs ou bénéficiaires; elle est la seule qui soit appropriée.

31. M. HALIQ (Arabie Saoudite) estime que les paragraphes 1 et 3 du dispositif du projet de résolution des huit puissances sont en contradiction. Au paragraphe 1, il est recommandé que le Conseil élargisse la composition du CAT alors qu'au paragraphe 3, il est fait allusion à une décision qui devrait être prise par l'Assemblée générale. Il semble qu'il y ait une équivoque en ce qui concerne l'organisme qui devrait en fait décider de l'élargissement du CAT.

\* Reprise des débats de la 401ème séance.

32. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) répond que le Conseil est pleinement habilité à décider de la composition du CAT. L'Assemblée générale ne peut que formuler des suggestions. On a fait figurer le paragraphe 3 dans le projet de résolution parce qu'une augmentation du nombre des membres du Conseil appellerait, de l'avis des auteurs du projet, une décision concernant la composition du CAT.

33. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) dit que sa délégation appuie la proposition tendant à élargir la composition du CAT mais éprouve certains doutes concernant la manière dont on propose de le faire dans le projet de résolution des huit puissances. Il semble que les quatre membres complémentaires pourraient n'être considérés que comme des membres de second rang. M. Rajapathirana se demande pourquoi l'on a fixé la durée du mandat à deux ans.

34. Il semble également qu'il soit quelque peu prématuré de prendre la décision d'élargir la composition du CAT. On pourrait en effet objecter que, si l'on élargit la composition du CAT, il n'est pas nécessaire d'augmenter le nombre des membres du Conseil. Quoi qu'il en soit, M. Rajapathirana espère que, pour examiner le projet de résolution des huit puissances, les représentants se fonderont sur des considérations économiques plutôt que sur des considérations politiques.

35. M. KAUFMANN (Pays-Bas) fait observer que dans l'esprit des auteurs du projet il n'est certainement pas question d'établir de distinction entre les membres du CAT. Les quatre membres complémentaires seront exactement dans la même situation que les autres membres. Si l'on a fixé la durée de leur mandat à deux ans, c'est afin de permettre au plus grand nombre possible de membres complémentaires de participer aux travaux du CAT. Le paragraphe 3 du dispositif se borne à tenir compte de la possibilité que le nombre des membres du Conseil soit augmenté. Aucune décision définitive n'a encore été prise sur l'ensemble de la question.

36. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne peut accepter la remarque du représentant du Canada, qui a laissé entendre que le représentant de la Bulgarie aurait soulevé une question politique qu'il n'appartient pas à la deuxième Commission d'examiner. Cette question politique a été soulevée par les auteurs du projet de résolution des huit puissances qui ont proposé de limiter la participation au CAT aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées. La délégation soviétique a toujours soutenu que l'accès de l'Organisation des Nations Unies devrait être ouvert à tous les Etats, quelle que soit leur organisation politique et sociale, mais, si l'on adopte la formule préconisée par les auteurs du projet de résolution, on appliquera à certains pays un régime de faveur et d'autres seront victimes de discriminations. C'est là une question très importante et M. Tchernychev espère qu'aucune décision ne sera prise à la présente séance.

37. M. FAHMY (Egypte) dit que sa délégation ne s'oppose pas à l'élargissement de la composition du CAT, mais estime qu'étant donné que le CAT est un organe subsidiaire du Conseil, seul ce dernier peut décider s'il convient d'augmenter le nombre de ses membres.

38. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'il est fréquent que l'Assemblée fasse des recommandations au Conseil concernant des questions qui relèvent de la compétence de ce dernier. L'Assemblée a parfaitement le droit de faire connaître au Conseil

ses vues concernant l'élargissement de la composition du CAT.

39. M. FAHMY (Egypte) reconnaît que l'Assemblée peut faire des recommandations au Conseil mais il considère qu'il s'agit là d'une question particulière. L'Assemblée ne se borne pas à formuler des recommandations; elle intervient activement dans les travaux du Conseil.

40. M. KAUFMANN (Pays-Bas) précise que, dans le projet de résolution, on recommande au Conseil de prendre certaines mesures concernant l'un de ses organes subsidiaires. Il fait remarquer que la Commission vient d'apporter une résolution contenant également une demande adressée au Conseil au sujet de l'un de ses organes subsidiaires, la Commission du commerce international des produits de base.

41. M. FAHMY (Egypte) objecte que les textes des deux projets ne sont pas similaires. La résolution à laquelle le représentant des Pays-Bas vient de faire allusion ne traite pas de la composition de la Commission du commerce international des produits de base mais de son programme de travail. Si la Commission considère qu'elle est compétente pour formuler des recommandations au sujet de la composition des organes subsidiaires du Conseil, elle devrait recommander, non des mesures provisoires, mais des mesures permanentes, auquel cas la délégation égyptienne devrait reconsidérer sa position.

42. M. MEZINCESCU (Roumanie) estime que la seule distinction que l'on puisse faire, aux termes de la Charte des Nations Unies, est une distinction entre les Etats Membres et les Etats non membres de l'Organisation. Le fait qu'un Etat est membre d'une institution spécialisée ne modifie pas son statut juridique international. L'expression utilisée au paragraphe 1 du dispositif a pour but de faire des discriminations à l'encontre de certains Etats.

43. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la politique qui consiste à limiter la participation au Programme élargi aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée a déjà des effets préjudiciables. Par exemple, l'Allemagne occidentale fournit une assistance technique dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies aux pays sous-développés alors que l'importante contribution au programme d'assistance technique offerte par la République démocratique allemande a été refusée par le Secrétaire général sous prétexte que la République démocratique allemande n'est ni membre de l'Organisation des Nations Unies ni membre d'une institution spécialisée. Cette politique est préjudiciable au Programme élargi et à l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies. Il ne devrait être fait aucune discrimination lorsqu'il s'agit de la participation aux activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

44. Le représentant de l'Union soviétique demande que le vote sur le projet de résolution soit ajourné.

45. M. HALIQ (Arabie Saoudite) demande si l'intention des auteurs était de considérer que les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies mais membres d'une institution spécialisée forment une catégorie distincte ou de tenir compte de la répartition géographique. Il semble qu'au paragraphe 1 du dispositif on ait établi quatre critères: participation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, répartition géographique, représentation des pays donateurs et des pays bénéficiaires et repré-

sensation des pays particulièrement intéressés par le Programme élargi.

46. M. KAUFMANN (Pays-Bas) répond qu'il est évident que la question relève de la compétence du Conseil. Celui-ci l'examinera certainement avec le plus grand soin.

47. M. Gopala MENON (Inde) fait observer que les dispositions relatives à la répartition géographique et à la représentation des pays donateurs et des pays bénéficiaires s'appliqueront à la fois aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats membres des institutions spécialisées.

48. Il reconnaît avec le représentant de l'Union soviétique que le vote sur le projet devrait être ajourné.

49. M. WOULBROUN (Belgique) rappelle qu'un certain nombre de pays non membres de l'Organisation des Nations Unies mais membres d'institutions spécialisées apportent une contribution financière et technique

au Programme élargi. Il fait remarquer que ces Etats participent indirectement à la gestion journalière du Programme élargi puisque le Bureau de l'assistance technique (BAT) est, en fait, l'émanation de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il ne serait pas équitable de les priver de la possibilité de participer aux travaux du CAT qui donne au BAT les directives politiques générales. En raison de l'importance du Programme élargi, on pourrait fort bien passer sur certaines difficultés et sur certaines objections.

50. M. MEZINCESCU (Roumanie) fait observer que les membres complémentaires du CAT ne participeraient pas à ses travaux en qualité de membres d'institutions spécialisées mais en qualité de pays donateurs ou de pays bénéficiaires.

51. M. WOULBROUN (Belgique) répond que les commentaires qu'il vient de présenter étaient relatifs non pas à la situation de droit, mais à la situation de fait.

La séance est levée à 17 h. 35.



